
***Le Maghreb
face aux nouveaux enjeux mondiaux***

**Les nouvelles relations
entre l'Inde et les pays du Maghreb**



Isabelle Saint-Mézard

Février 2013

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Avec le soutien du groupe OCP



ISBN : 978-2-36567-078-4
© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION.....	2
IMPACT DU DYNAMISME ECONOMIQUE INDIEN SUR LES PAYS DU MAGHREB	6
Les relations bilatérales de l'Inde avec les pays du Maghreb	6
La prééminence des pays du Golfe dans le rapport de l'Inde au monde arabe.....	19
L'INDE ET LES CHANGEMENTS DE REGIMES AU MAGHREB	22
La diplomatie indienne face aux « printemps arabes » : entre prudence et flottement	22
Se positionner au mieux de ses intérêts auprès des nouveaux régimes au Maghreb.....	25
CONCLUSION	30

Introduction

Les relations de l'Inde avec le monde arabe sont riches et anciennes. Dès avant l'indépendance, les grands leaders nationalistes indiens, Jawaharlal Nehru en tête, ont adopté une politique proarabe, en accord avec leurs principes anticolonialistes et, un peu plus tard, non-alignés. Pendant les années 1950, l'Inde a par exemple activement soutenu les mouvements indépendantistes marocain et algérien au sein de l'Organisation des Nations unies¹ (ONU). Elle a aussi pris parti pour la cause palestinienne, en mettant sous le boisseau sa relation avec Israël, un État qu'elle a reconnu en 1950, mais avec lequel elle s'est refusé à établir des relations diplomatiques. Cette politique proarabe s'est d'ailleurs accompagnée de nombreuses initiatives pour condamner Israël à l'assemblée générale des Nations unies.

Dans le monde arabe, l'Inde a pratiqué une politique d'amitié auprès des dirigeants qui privilégiaient la mise en place de régimes laïcs et socialistes. L'Égypte de Gamal Abdel Nasser a ainsi tenu une place centrale dans la politique indienne au Proche et Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique du Nord. Les deux États ont été d'autant plus proches qu'à partir de 1955, ils ont été les pionniers du Mouvement des non-alignés, tout en développant chacun des affinités prosoviétiques. Par ailleurs, du point de vue indien, la proximité avec l'Égypte de Nasser permettait de prendre le contre-pied de l'influence pakistanaise dans la région. Dans le cadre de leur traité d'amitié de 1955, l'Inde et l'Égypte ont lancé une coopération de défense qui n'a pas toujours été à la hauteur de leurs ambitions (cf. les errements d'un projet de développement conjoint d'un avion de combat) mais qui a néanmoins permis de tisser des liens durables en matière de formation. Des officiers de l'Indian Air Force ont de fait entraîné leurs

Isabelle Saint-Mézard est maîtresse de conférences à l'Institut français de géopolitique (IFG), université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, et chercheur associé au Centre Asie de l'Ifri.

¹ P. R. Kumaraswamy, *Reading the Silence, India and the Arab Spring*, Jérusalem, The Leonard Davis Institute for International Relations, avril 2012, disponible sur: <<http://davis.huji.ac.il/en/?cmd=publications.56>>. L'Inde a reconnu le Maroc le 20 juin 1956 et a établi des relations diplomatiques avec le royaume dès 1957.

homologues égyptiens pendant près d'une trentaine d'années². Les valeurs socialistes et tiers-mondistes de l'Inde ont aussi créé des affinités avec les chefs nationalistes algériens, plus précisément avec Ahmed Ben Bella et Houari Boumediene, respectivement présidents de 1963 à 1965 et de 1965 à 1978, et parties prenantes du Mouvement des non-alignés.

La politique arabe de l'Inde a néanmoins connu une première rupture avec la guerre des Six Jours. La défaite des armées arabes en juin 1967 n'a pas seulement marqué la fin de l'influence de l'Égypte de Nasser et d'une vision laïque des nationalismes arabes ; elle a aussi conduit à la montée du conservatisme religieux et de l'influence saoudienne. Dans ce nouveau contexte, dominé par des dirigeants conservateurs et proaméricains, l'Inde a peiné à trouver une base commune d'intérêt avec les États du Proche et Moyen-Orient. Le seul État avec lequel elle a gardé une véritable affinité a été l'Irak de Saddam Hussein. New Delhi s'est ainsi positionné de façon constante au côté de Bagdad durant la guerre Iran-Irak des années 1980 et même durant l'invasion du Koweït en 1990. Mais sur l'ensemble des autres conflits affectant le monde arabe en général, la diplomatie indienne s'est montrée très réservée et peu impliquée.

La politique arabe de l'Inde a subi une deuxième série d'inflexions avec la fin de la guerre froide. La remise en question du non-alignement, qui avait jusqu'alors constitué le cadre privilégié des relations de l'Inde avec le monde arabe, a conduit New Delhi à regarder d'un œil neuf, et plus critique, la réalité de son rapport avec ce grand ensemble³. Les dirigeants indiens ont alors jugé que leur politique proarabe avait, de façon générale, été payée de bien peu de retour. Alors que, par exemple, elle avait soutenu sans relâche la cause palestinienne, l'Inde avait été régulièrement mise sur la sellette par l'Organisation de la conférence islamique (devenue Organisation de la coopération islamique depuis 2011) concernant le conflit du Cachemire. Le Pakistan continuait de fait d'exercer une influence déterminante dans cette enceinte dont l'Inde restait écartée.

Profitant du nouveau contexte international post-guerre froide, et de l'accalmie créée par les discussions israélo-palestiniennes dans le cadre de la conférence de Madrid en 1991, New Delhi a alors annoncé la normalisation de ses relations avec Israël en janvier 1992.

² Ambassadeur C. Gharekhan, entretien, New Delhi, 3 août 2012. Environ 10 à 15 officiers indiens allaient chaque année en Égypte dans le cadre de cette coopération de défense.

³ Saeed Naqvi (journaliste), entretien, août 2012, New Delhi.

Cette décision n'a pas seulement officialisé une relation qui, en pratique, était déjà solide ; elle a aussi indiqué à l'ensemble du monde arabe que, dorénavant, le soutien indien n'allait plus de soi et qu'en dépit de son attachement au sort du peuple palestinien, New Delhi suivrait ses seuls intérêts nationaux. La relation israélo-indienne a par la suite pris son plein essor en se développant dans des domaines cruciaux pour les deux États, notamment ceux de la sécurité et de la défense, et plus récemment celui de l'agriculture. Cette nouvelle orientation n'a pas empêché de maintenir des relations plutôt cordiales avec les pays arabes, lesquels pour la plupart ne se sont guère offusqué des liens avoués entre Delhi et Tel-Aviv. Seule l'Égypte du président Hosni Moubarak a exprimé de réelles désapprobations, qui n'ont guère eu d'effets.

Les deux tendances lourdes apparues dans les années 1990 – partenariat stratégique privilégié avec Israël et relations cordiales, mais réalistes et pragmatiques, avec le monde arabe – demeurent structurantes à ce jour encore. Mais un nouveau paramètre s'est ajouté à ces relations complexes, sous l'effet de l'accélération de la croissance économique indienne des dix dernières années. De façon générale, les liens financiers, commerciaux et humains entre l'Inde et les pays du monde arabe se sont fortement resserrés. À titre d'exemple, le volume des échanges commerciaux entre l'Inde et le monde arabe est passé de 114 milliards de dollars en 2008-2009 à 144 milliards en 2010-2011⁴. Le monde arabe dans son ensemble compte pour plus de 20 % du commerce extérieur indien. Inversement, l'Inde est un acteur économique de plus en plus actif dans la région.

Il convient d'emblée de noter que l'augmentation des liens socio-économiques entre l'Inde et le monde arabe implique avant tout les pays du Golfe, alors que ceux du Maghreb semblent rester plus en retrait⁵. C'est pourtant aux relations entre l'Inde et le Maghreb, ici défini comme comprenant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, ainsi que la Libye et l'Égypte, que ce travail s'intéresse plus particulièrement. L'objectif est, dans un premier temps, de comprendre comment l'accélération de la croissance économique indienne, manifeste depuis une dizaine d'années, se traduit dans les relations avec les

⁴ *Keynote Address by Minister of State for External Affairs Shri E. Ahamed at the 3rd Arab India Partnership Conference, Abu Dhabi, 22 mai 2012, disponible sur : <<http://www.mea.gov.in/>>.*

⁵ Gulchan Dietl, « India and the Arab Spring: Regime Change in North Africa », New Delhi, Middle East Institute New Delhi, 17 octobre 2011, « Occasional Paper », n° 28, disponible sur : <www.mei.org.in>.

pays du Maghreb et la sous-région d'Afrique du Nord. Il est, dans un second temps, d'étudier plus précisément la réaction de l'Inde face aux soulèvements populaires et aux changements de régimes qui ont touché les pays du Maghreb en 2011 et 2012.

Impact du dynamisme économique indien sur les pays du Maghreb

Cette première partie s'intéresse aux liens économiques qui se sont noués entre l'Inde et les pays du Maghreb au cours de la dernière décennie, tout en évoquant brièvement le contexte général des relations bilatérales. Il apparaît souvent que la principale motivation qui guide les entreprises indiennes au Maghreb est l'existence d'un marché local relativement attractif, présentant un niveau de vie plus élevé que dans l'essentiel du reste de l'Afrique. L'intérêt des entreprises indiennes est donc de se positionner sur ces marchés demandeurs de produits de consommation dans le secteur textile, alimentaire, cosmétique ou pharmaceutique. Il est aussi de pouvoir gagner d'importants contrats dans le secteur des BTP, où la demande est forte, et, enfin, de s'assurer un accès aux ressources en énergie et aux matières premières, dont la région est assez riche.

L'Inde est ainsi de plus en plus présente dans le paysage économique du Maghreb. Les acteurs les plus actifs dans la région sont, en général, les géants indiens du secteur de l'énergie, qu'ils soient publics (Indian Oil Corporation, ONGC Videsh, GAIL, Gujarat State Petroleum Corporation) ou privés (Essar, Reliance), ainsi que les conglomérats du BTP (KEC, Punj Lloyd, Pallonji International). Mais on retrouve aussi fréquemment les fleurons de l'industrie indienne dans le secteur pharmaceutique (Ranbaxy, Sun Pharma), des technologies de l'information (NIIT, Tata Consultancy Service) et de l'hôtellerie (Oberoi et Taj).

Les relations bilatérales de l'Inde avec les pays du Maghreb

L'Égypte : partenaire traditionnel et prioritaire

Parmi les pays du Maghreb, seule l'Égypte constitue du point de vue indien un interlocuteur important. La relation à ce pays n'a cependant pas toujours été aisée : l'amitié entre Nehru et Nasser a laissé place durant les années 1970 et 1980 à des divergences (liées aux réorientations proaméricaines d'Anouar el-Sadate, à des désaccords au sein du

NAM et à la perméabilité du Caire aux arguments pakistanais concernant le conflit du Cachemire). Les relations se sont assainies dans les années 1990, avec notamment la signature d'un accord de lutte contre le terrorisme en 1992, et se sont fortement resserrées par la suite, comme en témoignent les nombreuses visites bilatérales de part et d'autre. Au plus haut niveau de l'appareil d'État, le président H. Mubarak s'est déplacé en Inde en 2008, tandis que le Premier ministre, Manmohan Singh, a séjourné à Sharm el-Sheikh en juillet 2009 pour participer au 15^e sommet du Mouvement des non-alignés. L'Égypte est par ailleurs un partenaire régulier du Programme de coopération économique et technique (ITEC) du gouvernement indien. Environ 300 experts égyptiens ont bénéficié de ce programme de formation au cours des dernières années. En réponse au succès de l'ITEC en Égypte, le gouvernement indien a récemment décidé d'allouer chaque année 100 places à des officiels ou ressortissants de ce pays⁶.

Au plan économique, l'accord bilatéral de protection des investissements indo-égyptien est entré en vigueur en novembre 2000. L'Égypte a depuis bénéficié d'un afflux d'investissements indiens, estimé à environ 2,5 milliards de dollars. Les entreprises indiennes sont aujourd'hui à la tête d'une cinquantaine de projets ou d'entreprises dans le pays et elles auraient, selon l'ambassade de l'Inde au Caire, créé 35 000 emplois, dont 12 800 dans le seul secteur du textile⁷. C'est néanmoins dans le secteur de la chimie que s'est réalisé le plus important investissement indien dans le pays. En 2007, le groupe indien Sanmar a en effet investi un montant total annoncé de 1,3 milliard de dollars dans l'expansion d'un important complexe industriel spécialisé dans la production de PVC et de soude caustique à Port Saïd. D'autres grands groupes indiens sont apparus dans ce secteur : ainsi de Egypt-India Polyester Company (EIPET), qui produit des résines et des matières plastiques depuis 2008, et d'Asian Paints, qui fabrique des peintures avec SCIB Paints depuis 2002.

Les autres grands projets d'investissements indiens se sont réalisés dans des secteurs variés : pour la production de noir de carbone (Alexandria Carbon Black), la fabrication de produits pharmaceutiques (Ranbaxy depuis 1996) et de cosmétiques (Dabur India, Marico) et pour l'assemblage de moteurs diesel et de systèmes de pompage pour l'irrigation (Kirloskar Brothers). Dans le secteur des véhicules, les groupes indiens Ashok Leyland, Tata Motors, Maruti

⁶ Ambassade de l'Inde au Caire, *Celebration of Indian Technical & Economic Cooperation (ITEC) Day in Cairo*, communiqué de presse, n° 35, 27 septembre 2012.

⁷ Ambassade de l'Inde au Caire, *India-Egypt Relations*, janvier 2012.

Suzuki et Mahindra & Mahindra sont présents en Égypte ; Bajaj Auto est notamment très bien implanté dans le secteur des trois roues. Enfin, dans le secteur des technologies de l'information, Wipro, Satyam Computers et Tata Consultancy Service ont tous établi des centres de distribution internationaux au Caire.

Dans le secteur de l'énergie, les grandes entreprises publiques, telles Gas Authority of India (GAIL), ONGC Videsh Ltd (OVL) et Gujarat State Petroleum Corporation (GSPC) ont acquis des droits d'exploration ou d'exploitation de gisements de gaz ou de pétrole sur le territoire égyptien. Plus récemment, les conglomerats privés Essar, Reliance et Tata se sont positionnés pour investir à hauteur de 20 milliards de dollars.

L'Inde pèse enfin d'un poids non négligeable sur le secteur du tourisme égyptien. Entre 80 000 et 100 000 Indiens visitent le pays chaque année⁸. La grande chaîne d'hôtels de luxe, Oberoi, a d'ailleurs développé deux importants complexes touristiques en Égypte.

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu une nette augmentation à partir de la moitié des années 2000, passant d'environ 900 millions de dollars en 2005-2006 à 2,5 milliards en 2006-2007, pour franchir la barre des 3 milliards dès l'année suivante⁹. Le volume des échanges commerciaux indo-égyptiens s'élevait ainsi à 3,3 milliards de dollars en 2010-2011. C'est surtout l'augmentation des importations indiennes qui explique la croissance du commerce bilatéral (même si la tendance s'est inversée en 2010-2011 avec une balance commerciale positive pour les Indiens). Depuis 2006-2007, l'Inde figure parmi les premiers importateurs mondiaux de produits égyptiens, en raison de ses besoins considérables en pétrole brut¹⁰. Le panier des importations indiennes depuis l'Égypte comporte aussi du coton brut, de la phosphorite, du coke et du semi-coke de charbon. L'Inde, de son côté, exporte tout à la fois de la viande de bœuf, des technologies de l'information, du carburant diesel, des véhicules deux roues ou trois roues, du fil de coton et du fil synthétique, ainsi que des électrodes de carbone.

En 2010, l'Inde absorbait 4,7 % des exportations égyptiennes et comptait pour 3 % de ses importations¹¹. La part de l'Égypte dans

⁸ « India Has High Stakes in a Stable Egypt », *Times of India*, 3 février 2011.

⁹ Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

¹⁰ Ambassade de l'Inde au Caire, *India-Egypt Relations*, juillet 2012, disponible sur : <<http://www.indembcairo.com>>.

¹¹ Direction générale Commerce de la Commission européenne (EU DG Trade), *EU Bilateral Trade and Trade with the World: Egypt*, 21 mars 2012, disponible sur :

les importations et exportations indiennes est en revanche plus limitée : elle reste inférieure à 1 % et a même régressé entre 2006 et 2011 dans l'ensemble du commerce extérieur indien.

Tableau A : L'Égypte dans le commerce extérieur indien

Chiffres en millions de dollars

Année	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Exportations indiennes	763	1 398	1 699	1 403	1 982
Taux de croissance		83	21	-17	41
Part dans le total des exportations indiennes (%)	0,6	0,86	0,92	0,79	0,79
Importations indiennes	1 739	1 985	2 121	1 692	1 354
Taux de croissance		14	6	-20	-19
Part dans le total des importations indiennes (%)	0,94	0,79	0,7	0,59	0,37
Commerce bilatéral	2 503	3 385	3 821	3 096	3 336
Part dans le total du commerce extérieur indien (%)	0,8	0,82	0,78	0,66	0,55

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

L'Algérie : des affinités politiques et des intérêts économiques diversifiés

Les affinités entre l'Inde et l'Algérie ont longtemps été plus politiques qu'économiques. Les chefs d'État et de gouvernement de part et d'autre ont entretenu des liens de haut niveau (visites en Algérie des Premiers ministres indiens Indira Gandhi en 1973 et Rajiv Gandhi en 1985 ; visites du président Bendjedid en Inde en 1982, 1983 et 1987), avant que les longues années de la guerre civile algérienne n'imposent durant la décennie 1990 un ralentissement des relations bilatérales. Un nouveau départ a été donné en janvier 2001 lorsque, à l'invitation de l'Inde, le président Bouteflika a assisté en tant qu'invité d'honneur aux célébrations du jour de la République, à New Delhi. Il s'agissait d'un signal fort du point de vue indien : Abdelaziz Bouteflika était le premier chef d'État arabe à être l'invité d'honneur des cérémonies du 26 janvier. Par ailleurs, en conviant avec tant d'honneurs le président algérien à Delhi, le gouvernement indien tenait à souligner la convergence de vue

<<http://trade.ec.europa.eu/doclib/html/113375.htm>> ; Organisation mondiale du commerce (OMC), *Egypt Trade Profile*, avril 2012, disponible sur : <<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=EG>>.

entre deux nations en lutte contre le terrorisme (sachant que dans les deux cas, les groupes militants au Cachemire d'une part, et le Groupe islamique armé d'autre part avaient des liens originels avec la guerre d'Afghanistan¹²). Le gouvernement indien a par la suite marqué son amitié pour l'Algérie en promettant une aide humanitaire d'1 million de dollars pour les victimes du tremblement de terre qui a touché le pays en 2003.

En matière économique, les premières coopérations ont débuté vers la fin des années 1970 et ont impliqué de grandes entreprises publiques indiennes du BTP et de l'ingénierie, telles Telecommunications Consultations India (TCIL), Engineers India et IRCON International (Rana, 2000). À partir de 1977 par exemple, le groupe de consultant Engineers India a assuré des services d'ingénierie auprès de Sonatrach, l'entreprise nationale du pétrole en Algérie, pour de grands projets pétrochimiques et gaziers. Les liens étaient également assez étroits dans le secteur des services de santé : près de 800 médecins indiens exerçaient en Algérie au tournant des années 1980. Les troubles intérieurs grandissants au tournant des années 1990 ont néanmoins conduit à la suspension de ces diverses coopérations, à l'exception de celles réalisés avec Sonatrach¹³.

La coopération économique a repris au début des années 2000, à la faveur de la fin de la guerre civile en Algérie, et s'est accélérée à partir de 2010. Le secteur des infrastructures et de l'ingénierie civile est resté au cœur de la relation bilatérale : les grandes entreprises publiques qui s'étaient établies à la fin des années 1970 (TCIL, Engineers India et IRCON) sont restées très actives dans le pays ; elles ont été rejointes à partir de 2010 par des grands groupes privés du BTP tels KEC International, Kalpataru, Gammon India et Gulf Jyoti International, souvent spécialisés dans les travaux de transmission électrique. Le groupe Dodsai a quant à lui pris en charge un projet d'acheminement de gaz par train d'une valeur de 250 millions de dollars, tandis que l'entreprise du BTP Shapoorji Pallonji International a établi un bureau en Algérie pour conduire un projet de construction d'un complexe industriel à Sétif.

Dans le secteur pharmaceutique, les laboratoires indiens ont clairement identifié l'Algérie comme un marché important : Sun

¹² « India, Algeria Sign Partnership Declaration, Trade Accord », *The Hindu*, 26 janvier 2001.

¹³ Kishan S. Rana, *Inside Diplomacy*, New Delhi, Manas Publications, 2000. K. S. Rana est un ancien ambassadeur indien qui a été en poste à Alger de 1975 à 1979.

Pharmaceuticals, Mission Vivacare, Zydus Cadila et Famy Care ont tous commencé à y commercialiser des médicaments. De son côté, l'entreprise pharmaceutique Hetero Drugs s'est alliée à un partenaire algérien (industries médico-chirurgicales [IMC] en décembre 2010, pour construire une unité de fabrication de produits anticancéreux génériques, pour un montant de 10 millions de dollars. Dans un domaine très différent, le fabricant automobile indien, Maruti-Suzuki, a commencé à pénétrer le marché algérien en 2000, mais ce n'est qu'à partir des années 2006-2007 que ses ventes ont décollé. Le groupe détient aujourd'hui 6 % du marché de l'automobile en Algérie. Ce pays est ainsi devenu le premier marché à l'exportation du groupe indien (avec 17 000 véhicules exportés en 2011-2012), devant le Sri Lanka et l'Indonésie¹⁴.

Dans le domaine de l'énergie, enfin, deux grandes entreprises publiques, Oil India et Indian Oil Corp, ont formé un consortium avec Sonatrach et ont remporté des droits d'exploration et de production portant sur quatre gisements gaziers en Libye en 2007 et 2008. Par la suite, Bharat Petroleum Corporation et Indian Oil Corporation ont signé un contrat avec Sonatrach, pour la fourniture de pétrole brut à hauteur de 1,5 milliards de dollars en 2010. De son côté, GAIL India a fait des achats ponctuels de gaz en 2011 et négocie avec Sonatrach les termes d'un accord pour pouvoir importer du gaz naturel sur une base annuelle. De façon générale, l'Inde est intéressée par les ressources en énergie dont dispose l'Algérie et elle aimerait sécuriser auprès de ce pays un approvisionnement régulier. C'est le message qu'a délivré, en juin 2012, le ministre indien du Pétrole et du Gaz, Jaipal Reddy, à son homologue algérien, Youcef Yousfi, ministre de l'Énergie et des Mines. En l'espèce, M. Reddy n'a pas seulement sollicité des quantités additionnelles de pétrole brut, il a surtout évoqué l'intérêt de son pays à investir dans le secteur du gaz algérien et à passer des contrats de longue durée pour ses approvisionnements¹⁵.

Il faut noter, en dernier lieu, que la coopération entre l'Inde et l'Algérie a commencé à s'étendre au domaine spatial. En juillet 2010, l'Agence spatiale algérienne (ASAL) a recouru aux services d'Antrix Corp., le bras commercial de l'Indian Space Research Organisation (ISRO), pour mettre en orbite un satellite à haute résolution (ALSAT 2A), qu'elle avait fait construire par les Français d'Astrium.

¹⁴ Bhanu Pande, « How Maruti-Suzuki Is Racing ahead in Algeria », *The Economic Times*, 21 mai 2012.

¹⁵ Cette rencontre s'est tenue dans le cadre du cinquième séminaire international de l'OPEC qui a eu lieu à Vienne en juin 2012.

Le commerce bilatéral indo-algérien s'élevait à 2,6 milliards de dollars en 2010-2011. L'Algérie était donc le deuxième partenaire commercial de l'Inde au Maghreb, après l'Égypte. En 2010, l'Inde était le dixième client de l'Algérie et représentait 2,7 % de ses exportations ; elle était son 14^e fournisseur et comptait pour 1,9 % des importations algériennes¹⁶.

Tableau B : L'Algérie dans le commerce extérieur indien

Chiffres en millions de dollars

Année	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Exportations indiennes	335	377	653	574	781
Taux de croissance		12	73	-12	36
Part dans le total des exportations indiennes (%)	0,27	0,23	0,35	0,32	0,31
Importations indiennes	755	1 238	1 052	995	1 816
Taux de croissance		35	20	-5	28
Part dans le total des importations indiennes (%)	0,41	0,49	0,35	0,35	0,49
Commerce bilatéral	1 090	1 616	1 705	1 569	2 598
Part dans le total du commerce extérieur indien (%)	0,35	0,39	0,35	0,34	0,42

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

La Libye : une relation discrète, mais substantielle

La coopération économique avec la Libye a plus de 30 ans. Les entreprises indiennes ont été très actives dans ce pays dans les années 1970 et 1980, notamment dans le secteur du BTP : elles y ont construit des hôpitaux, des écoles, des logements, des ponts, des centrales électriques, des aéroports, des barrages et des lignes à haute tension. Il y aurait eu dans ce cadre jusqu'à 50 000 expatriés indiens, travaillant pour la plupart dans le bâtiment et dans la construction d'usines. Les relations se sont néanmoins tendues lorsque le régime de Mouammar Kadhafi s'est mis à harceler les autorités indiennes pour obtenir des transferts de technologies nucléaires. Engagés dans un programme de prolifération verticale qui, jusqu'au tournant des années 2000, leur a valu des difficultés considérables au plan international, les Indiens ont toujours évité les pratiques de prolifération horizontale, à

¹⁶ Direction générale des douanes, *Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie pour 2010*, disponible sur : <<http://www.mincommerce.gov.dz/?mincom=somstce09>>.

destination d'autres États. Le refus indien a donc instauré une certaine méfiance entre New Delhi et Tripoli. Cette méfiance s'est aggravée quand les Indiens ont soupçonné la Libye de s'être rapprochée du Pakistan pour bénéficier des faveurs du réseau AQ Khan.

Il faudra attendre l'adoption en septembre 2003 de la résolution 1506 du Conseil de Sécurité des Nations unies, levant les sanctions imposées sur la Libye, pour que les relations bilatérales retrouvent une certaine vigueur. Les deux États ont depuis échangé plusieurs visites de haut niveau, dont celles, d'une importance particulière, du ministre indien du Pétrole et du Gaz, Murli Deora, en janvier 2007 et du ministre des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, la même année. Un accord bilatéral de promotion et de protection des investissements a d'ailleurs été signé en cette même année 2007.

Les entreprises indiennes se sont par la suite impliquées dans un large spectre d'activités en Libye, allant du secteur des hydrocarbures et de l'énergie à celui de la construction et des TIC, en passant par les industries pharmaceutiques. La présence des entreprises indiennes s'est nettement accrue depuis 2007, avec notamment l'arrivée des grands groupes pétroliers, Indian Oil Company, Oil India and ONGC Videsh (OVL), de plus en plus actifs dans les secteurs amont et aval des hydrocarbures libyens. La Libye n'a cependant jamais fourni plus de 1 % de l'ensemble des importations indiennes de brut dans le monde. L'entreprise publique BHEL a, de son côté, pris en charge la construction de turbines à gaz pour une centrale thermique (Western Mountain Gas Turbine Power Project), dans le cadre d'un contrat de 1,8 milliard de dollars.

Dans le secteur des infrastructures, des entreprises privées telles que le conglomérat Punj Llyod, le quatrième groupe indien dans le secteur de l'ingénierie, détenait en 2009 des contrats majeurs pour un montant final de 1,2 milliard de dollars¹⁷ et employait près de 15 000 personnes sur place, pour la plupart des ressortissants indiens. Dans ce même secteur de la construction, d'autres groupes du BTP ont remporté d'importants contrats, tels Shapoorji Pallonji International, Unitech, KEC, SECON et Simplex Projects, ainsi que des grands acteurs de la métallurgie (Dastur Engineering, Global Steel). Le groupe Sun Pharma est lui présent dans le secteur

¹⁷ Punj Lloyd, *Punj Lloyd Group Bags Orders Worth over Rs 5,904 Crore (over US\$1.2 Billion)*, communiqué de presse, 10 juillet 2009, disponible sur : <<http://www.punjllloyd.com/node/131>>.

pharmaceutique, tandis que I-flex Solutions est entré en partenariat avec la Banque centrale de Libye et cinq autres banques du pays.

À bien des égards, la Libye était le pays du Maghreb où, jusqu'en 2011, les entreprises indiennes avaient le plus d'intérêts financiers en jeu¹⁸. Les investissements cumulés de l'Inde dans ce pays étaient estimés à 20 milliards de dollars. Le commerce bilatéral indo-libyen a néanmoins toujours été modeste. Il s'évaluait à 1,1 milliard de dollars en 2010-2011. L'Inde exportait des équipements électriques, des machines, des équipements mécaniques, des véhicules, des pièces de turbines, des articles en fer et en acier, et des médicaments. La Libye exportait, pour l'essentiel, ses matières premières (matières premières énergétiques d'origine minérale, huile minérale, substances bitumineuses et cire minérale).

Tableau C : La Libye dans le commerce extérieur indien

Chiffres en millions de dollars

Année	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Exportations indiennes	86	135	128	221	131
Taux de croissance		57	-5	72	-40
Part dans le total des exportations indiennes (%)	0,07	0,08	0,07	0,12	0,05
Importations indiennes	135	1 230	684	622	969
Taux de croissance		35	20	-5	28
Part dans le total des importations indiennes (%)	0,07	0,49	0,23	0,22	0,26
Commerce bilatéral	221	1 366	813	844	1 101
Part dans le total du commerce extérieur indien (%)	0,07	0,33	0,17	0,18	0,18

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

Le Maroc : des liens économiques structurés par le secteur des phosphates

Les relations indo-marocaines, traditionnellement cordiales, se sont un temps heurtées à la question du Sahara occidental. Suivant la politique de l'Organisation de l'Union africaine, New Delhi a en effet reconnu la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en 1985. Cette dernière a même ouvert une ambassade à New Delhi. Il va sans dire

¹⁸ Entretien à la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI), New Delhi, octobre 2012.

que cette décision, qui correspondait aux positions algériennes, allait à l'encontre des intérêts marocains. L'imbroglio a pris fin lorsque New Delhi a retiré sa reconnaissance de la RASD en juin 2000, supprimant de la sorte un irritant important dans sa relation avec le Maroc. En 2001, le roi Mohammed VI a effectué une visite d'État en Inde, comme pour marquer un nouveau départ dans les relations bilatérales.

L'Inde est traditionnellement très présente dans deux secteurs stratégiques au Maroc, celui des phosphates et celui des textiles (près de 18 firmes indiennes sont actives dans le secteur du textile marocain). Les liens entre les deux pays sont particulièrement intenses dans le secteur des phosphates. De fait, le Maroc est l'un des leaders mondiaux de la production de phosphates et d'acide phosphorique et détient un important savoir-faire industriel en ce domaine ; l'Inde, de son côté, figure parmi les premiers importateurs mondiaux de ce type de produit, son agriculture étant particulièrement consommatrice en engrais.

Dès 1999, le groupe Birla s'est, par l'intermédiaire de sa société Chambal Chemicals & Fertilizers, associé à l'Office chérifien des phosphates (OCP) pour lancer une usine de fabrication d'acide phosphorique implantée à Jorf Lasfar, à environ 150 kilomètres de Casablanca. En 2005, Tata Chemicals s'est joint à cette entreprise conjointe, depuis connue sous le nom d'IMACID. Les trois partenaires sont désormais à la tête d'une importante usine produisant près de 430 000 millions de tonnes d'acide phosphorique par an pour l'essentiel exporté vers l'Inde. L'OCP a aussi entrepris d'investir en Inde pour accroître sa présence sur cet immense marché. Avec son partenaire indien, le groupe Chambal, il a créé en 2002 une société d'investissements en Inde et a acquis 74 % de Paradeep Phosphates, une unité de fabrication d'engrais située en Orissa, dans l'Est du pays, affichant une capacité de production annuelle de 1 million de tonnes (les 26 % restants sont détenus par le gouvernement indien).

Par-delà le secteur des phosphates, le royaume a suggéré aux industriels indiens d'investir dans d'autres grands secteurs, tels par exemple l'automobile, les machines agricoles et l'industrie agro-alimentaire, l'énergie et le tourisme, les technologies de l'information et l'industrie pharmaceutique¹⁹. Les Indiens ont, de fait, commencé à s'implanter dans les secteurs des technologies de l'information et des transports. En 2005, Tata Motors a créé une unité industrielle pour l'assemblage et le montage d'autobus et d'autocars. NIIT a, de son côté, établi un centre de formation à Casablanca en novembre 2002

¹⁹ Voir le site : <<http://www.moroccoembassyin.org/morocco-india.html#trade>>.

en collaboration avec un partenaire local, Entalik. En 2007, Tata Consultancy Services (TCS), l'un des leaders mondiaux de l'industrie des logiciels, a lancé un centre de livraison offshore à Casablanca. Dans le cadre de ce projet d'investissement, l'un des plus importants jamais réalisés dans le secteur marocain de l'industrie offshore, TCS avait l'ambition de créer 500 emplois en trois ans et d'assurer la formation des employés²⁰. Dans les faits, le groupe indien a rencontré de multiples difficultés et dû revoir ses ambitions à la baisse.

À l'inverse de TCS, Ranbaxy, le géant de l'industrie pharmaceutique, a adopté une approche prudente et graduelle, néanmoins efficace. Ranbaxy a d'abord établi un bureau de ventes au Maroc en 2005, pour renforcer sa présence. Il a par la suite lancé une unité de production à Casablanca, qui est entrée en fonctionnement en mars 2012, avec le projet à moyen terme de distribuer ses médicaments génériques sur l'ensemble des marchés nord-africains (les deux autres usines de production de Ranbaxy sur le continent se trouvent en Afrique du Sud et au Nigeria). Dans le secteur du tourisme, le groupe Oberoi a obtenu la gestion d'un hôtel de luxe à Casablanca en 2011 ; le conglomérat Tata, qui possède la chaîne d'hôtel de luxe Taj, ouvrira, au cours de l'année 2013, un palace à Marrakech.

L'importance des liens dans le secteur des phosphates explique que l'Inde figure parmi les deux à trois premiers clients du Maroc au niveau mondial. En 2010, l'Inde absorbait 6 % des exportations marocaines et fournissait 2 % de ses importations²¹. Outre les phosphates, l'Inde importe aussi du minerai de fer, de la ferraille, des produits semi-finis et des produits chimiques inorganiques. En retour, elle exporte vers le Maroc du fil de coton et du fil synthétique, des équipements de transports, des produits pharmaceutiques, des outils agricoles, des produits chimiques, des épices et des articles en métal. Le volume des échanges commerciaux s'élevait à 1,1 milliard de dollars en 2010-2011, ce qui représentait 0,2 % du commerce extérieur indien.

²⁰ World Bank, *Strengthening Mena's Trade and Investment Links with China and India*, 2008.

²¹ Ministère marocain du commerce extérieur, *Évolution des échanges commerciaux entre le Maroc et l'Inde*, disponible sur : http://www.mce.gov.ma/statistiques/Echanges_com_pays.asp ; OMC, *Morocco Trade Profile*, avril 2012, disponible sur : <http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx>.

Tableau D : Le Maroc dans le commerce extérieur indien

Chiffres en millions de dollars

Année	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Exportations indiennes	164	208	242	250	318
Taux de croissance		26	16	3	27
Part dans le total des exportations indiennes (%)	0,13	0,13	0,13	0,14	0,13
Importations indiennes	489	499	948	861	839
Taux de croissance		35	20	-5	28
Part dans le total des importations indiennes (%)	0,26	0,20	0,31	0,30	0,23
Commerce bilatéral	654	707	1 191	1 111	1 158
Part dans le total du commerce extérieur indien (%)	0,21	0,17	0,24	0,24	0,19

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

La Tunisie

Comme dans le cas du Maroc, mais de façon encore plus marquée, l'industrie des phosphates domine les relations économiques entre l'Inde et la Tunisie. Les importations indiennes de phosphates tunisiens sont anciennes et remontent aux années 1950. À ce jour encore, le phosphate daïmonique et l'acide phosphorique sont les deux principaux produits que l'Inde importe de Tunisie. L'Inde est en fait un client majeur de l'industrie tunisienne des phosphates et absorbe jusqu'à la moitié de ses exportations en la matière²². Dans ce contexte, une entreprise conjointe indo-tunisienne a été créée en 2006, Tunisia-India Fertilizer (TIFERT), pour la mise sur pied d'une unité de fabrication d'acide phosphorique, censée entrer en fonction en 2012 et atteindre une capacité de production annuelle de 360 000 tonnes. Ce projet d'un montant de 450 millions de dollars est détenu à 30 % par Coromandel Fertilizers et Gujarat State Fertilizers pour la partie indienne, les 70 % restants allant à deux entreprises publiques tunisiennes.

L'Inde a un besoin si important en phosphates et, en l'espèce, une dépendance aux importations si forte, que le gouvernement a incité les principaux acteurs du secteur à créer des entreprises

²² Ministry of External Affairs, *India-Tunisia Relations*, juillet 2011, disponible sur : <http://mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/Tunisia_Bilateral_Brief_for_MEA_Web_portal.pdf>.

conjointes directement dans les grands pays producteurs. TIFERT en Tunisie est ainsi la dernière née au sein d'un réseau d'entreprises conjointes implantées respectivement au Maroc (IMACID), en Oman (OMIFCO), au Sénégal (ICS) et en Jordanie (IJC), qui ont toutes pour mission de garantir à l'Inde un approvisionnement en phosphates à la hauteur de ses besoins²³.

Dans le secteur des infrastructures, les grands groupes présents ailleurs dans le Maghreb, KEC et Jyoti Structures, se sont implantés en Tunisie pour conduire plusieurs projets d'édification de lignes de transmission électrique.

La Tunisie est le plus petit partenaire commercial de l'Inde au Maghreb. Le commerce bilatéral en 2010-2011 ne dépassait pas 620 millions de dollars. En 2010, l'Inde absorbait 2 % des exportations tunisiennes²⁴.

Tableau E : La Tunisie dans le commerce extérieur indien

Chiffres en millions de dollars

Année	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Exportations indiennes	109	124	213	213	282
Taux de croissance		13	71	0,23	32
Part dans le total des exportations indiennes (%)	0,09	0,08	0,11	0,12	0,11
Importations indiennes	143	155	601	252	301
Taux de croissance		35	20	-5	28
Part dans le total des importations indiennes (%)	0,08	0,07	0,17	0,10	0,09
Commerce bilatéral	312	414	488	467	620
Part dans le total du commerce extérieur indien	0,08	0,07	0,17	0,1	0,09

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

²³ Ministry of Chemicals and Fertilizers, *Fertilizers Companies and Joint Ventures*, disponible sur : <<http://fert.nic.in/page/joint-ventures>>.

²⁴ OMC, *Tunisia Trade Profile*, avril 2012, disponible sur : <<http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx>>.

La prééminence des pays du Golfe dans le rapport de l'Inde au monde arabe

En décembre 2008, le gouvernement indien et la Ligue des États arabes ont créé un forum de coopération destiné, entre autres choses, à identifier les secteurs d'investissements les plus porteurs pour le renforcement des relations économiques. Dans ce cadre, la grande chambre patronale indienne FICCI a lancé une série de conférences pour le partenariat indo-arabe. Les deux premières éditions se sont tenues à New Delhi en 2008 et 2010, la troisième s'est déroulée à Abu Dhabi en mai 2012 et a accueilli près de 700 participants. La prochaine édition se déroulera en 2014 à New Delhi. En pratique, ce partenariat indo-arabe implique essentiellement les officiels et industriels des pays du Golfe. Les pays du Maghreb ne semblent y participer qu'à la marge.

Du point de vue indien, la relation aux pays du Golfe est capitale. Près de 5 millions d'expatriés indiens travaillent dans cette proche région et transfèrent vers le sous-continent l'équivalent de 20 à 30 milliards de dollars par an (presque la moitié de la somme totale de 60 milliards de dollars que l'ensemble des expatriés indiens dans le monde transfère chaque année²⁵). L'Arabie Saoudite abrite, à elle seule, quelque 1,5 million de ressortissants indiens. C'est l'État qui accueille la plus importante communauté d'expatriés indiens au monde, ce qui lui donne incidemment d'importants leviers de pression sur New Delhi. Aux Émirats arabes unis (EAU), la communauté indienne compte près de 1,2 million de personnes sur une population totale de 8,2 millions d'habitants.

Par ailleurs, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont des partenaires majeurs au plan économique et énergétique. Le volume des échanges commerciaux entre l'Inde et les économies du CCG s'élevait à près de 115 milliards de dollars en 2010-2011, ce qui correspondait à presque 20 % du commerce extérieur indien. Pour développer plus encore leurs échanges, l'Inde et le CCG ont signé en août 2004 un accord-cadre pour une coopération économique en vue de mettre en place une zone de libre-échange (les négociations sont toujours en cours). Au sein du CCG, les EAU sont des partenaires commerciaux de premier plan : avec des échanges bilatéraux évalués à 67 milliards de dollars en 2010-2011, ils s'imposent comme le troisième partenaire commercial de l'Inde

²⁵ Ambika Sharma, « A New Spring for India-Arab Ties », *Business Standard*, 26 mai 2012.

après la Chine et les États-Unis et représentent à eux seuls plus de 10 % du commerce extérieur indien.

Enfin, presque 40 % des importations indiennes en pétrole brut proviennent des pays du CCG (avec l'Arabie Saoudite comme premier fournisseur de l'Inde au niveau mondial). L'Inde a par ailleurs acquis d'importants gisements de pétrole au Qatar et en Oman. Les industriels indiens, très présents dans la région, y ont créé diverses entreprises conjointes dans les secteurs pétrochimiques, des engrais et des industries intensives en énergie comme l'illustrent l'usine d'engrais OMIFCO en Oman et l'aciérie d'Essar au Qatar²⁶.

Tableau F : Les échanges commerciaux de l'Inde avec les pays du CCG en 2010-2011

Chiffres en millions de dollars

Année	UAE	Arabie Saoudite	Koweït	Qatar	Oman	Bahreïn
Exportations indiennes	33 822	4 684	1 856	375	1 186	651
Part dans le total des exportations	13,47	1,87	0,74	0,15	0,43	0,26
Importations indiennes	32 753	20 385	10 313	6 819	4 002	641
Part dans le total des importations	8,86	5,51	2,79	1,84	1,08	0,17
Commerce bilatéral	66 575	25 069	12 169	7 195	5 088	1 293
Part dans le total du commerce extérieur	10,72	4,04	1,96	1,73	0,82	0,21

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, disponible sur : <<http://commerce.nic.in/eidb/iecntq.asp>>.

L'intensité des liens humains, économiques et énergétiques de l'Inde avec les pays du Golfe tend à reléguer le Maghreb au statut de région d'importance secondaire pour New Delhi. Dans la vision officielle indienne, les pays du Golfe appartiennent au « grand voisinage », au même titre par exemple que l'Asie du Sud-Est ; ils sont donc considérés comme des interlocuteurs de premier ordre. Les pays du Maghreb, à l'exception de l'Égypte, relèvent d'un horizon beaucoup plus lointain, associé au monde méditerranéen. Dans une perspective économique, les marchés algérien, marocain, et plus encore tunisien, sont perçus comme encore difficiles d'accès : à l'obstacle de la langue s'ajoute une impression d'omniprésence des

²⁶ Ministry of External Affairs, *Gulf Cooperation Council*, avril 2012.

intérêts français, italiens et plus généralement européens dans les économies de ces pays²⁷.

Indépendamment de ces perceptions et de façon très concrète, les liaisons aériennes entre l'Inde et la région du Golfe sont intenses ; celles avec le Maghreb sont très limitées. Seul Air Égypte assure trois vols par semaine entre Le Caire, Mumbai et Kuala Lumpur. Côté indien, aucune compagnie aérienne n'opère vers l'Égypte, ni vers aucune autre destination en Afrique du Nord. La faible densité des liaisons aériennes reflète la réalité des liens socio-économiques. Le nombre de ressortissants indiens au Maghreb (avant les événements de 2011-2012) était, de fait, limité. La plus importante communauté expatriée indienne se trouvait en Libye, avec 18 000 ressortissants travaillant dans le secteur hospitalier, de l'enseignement ou de la construction. L'Égypte comptait 3 600 personnes, pour la plupart résidentes au Caire, et l'Algérie, 2500, travaillant dans divers projets et établissements, souvent dans des zones éloignées.

²⁷ Entretien à la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI), New Delhi, octobre 2012.

L'Inde et les changements de régimes au Maghreb

Comme la plupart des autres États dans le monde, l'Inde a été prise de court par les soulèvements populaires qui se sont rapidement répandus dans l'ensemble du monde arabe, de la Tunisie à la Libye, jusqu'au Bahreïn et au Yémen, en passant par l'Égypte. Il est par ailleurs intéressant de se souvenir qu'au moment où se sont déroulés ces « printemps arabes », l'Inde siégeait en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) pour les années 2011 et 2012 (et cela pour la première fois depuis presque 20 ans). Une partie de la diplomatie indienne entendait d'ailleurs bien profiter de ce court mandat au CSNU pour montrer que le pays pouvait endosser des responsabilités internationales en tant que grande puissance émergente. En ce sens, les multiples fronts de crise qui se sont ouverts dans le monde arabe en 2011 et 2012 auraient pu donner l'occasion à New Delhi de rappeler ses ambitions diplomatiques. Or c'est l'inverse qui s'est produit : face aux « printemps arabes », la diplomatie indienne s'est caractérisée par une discrétion, voire une timidité, qui a pu donner le sentiment qu'elle avait perdu tout cadre directeur²⁸.

La diplomatie indienne face aux « printemps arabes » : entre prudence et flottement

Attentisme face aux soulèvements populaires au Maghreb

De façon générale, l'Inde a été assez lente à réagir et à se prononcer face aux soulèvements populaires au Maghreb²⁹. La diplomatie indienne n'a pratiquement rien dit au sujet de la Tunisie ; elle a mis environ une semaine à exprimer publiquement son soutien à l'aspiration

²⁸ Saeed Naqvi (journaliste), Ahmed Siddiqui (chercheur), entretiens, New Delhi, août 2012.

²⁹ Chinmaya R. Gharekhan, « Egypt: How India Should Respond », *The Hindu*, 1^{er} février 2011. Entretien, New Delhi, août 2012.

démocratique du peuple égyptien. Certains observateurs, tels le professeur Anouar Alam de l'université Jamia Islamia de Delhi, estiment qu'en interne, les milieux dirigeants indiens ne se sont guère réjouis de l'irruption des « printemps arabes » et n'ont guère éprouvé de sympathie pour les aspirations démocratiques de ces mouvements³⁰.

Il est vrai que la priorité de la politique étrangère indienne est, plus que jamais, de soutenir la croissance économique du pays, ce qui l'incite à privilégier la stabilité dans ses relations extérieures, voire à cultiver un certain conservatisme dans sa vision du monde. Par ailleurs, et en dépit de son propre régime politique, l'Inde se garde généralement de toute tentative de promotion des valeurs démocratiques à l'étranger. Dans ce cadre, les soulèvements populaires dans le monde arabe ont été perçus comme un facteur supplémentaire d'incertitude là où l'Inde aurait préféré des régimes stables pour son propre intérêt.

Malaise face à l'intervention militaire multinationale en Libye

Les traditionnelles réticences de l'Inde par rapport à des initiatives d'interventions extérieures et de changements de régimes sont apparues de façon nette lorsque la crise libyenne a été portée devant le CSNU. Comme les autres membres du Conseil, l'Inde a été choquée par la violence de la répression lancée par Tripoli contre les rebelles libyens à Benghazi. Elle a donc voté en faveur de la résolution 1 970 du Conseil de sécurité, adoptée en février 2011, appelant à des mesures fermes contre le régime de M. Kadhafi (gel de ses avoirs et de ceux de dix de ses proches, restrictions de leurs déplacements et saisie de la Cour pénale internationale).

Mais elle s'est abstenue un mois plus tard, le 17 mars, lorsque le Royaume-Uni, la France et le Liban ont proposé, avec le soutien des États-Unis, la résolution 1 973, appelant à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur la Libye et autorisant les États membres à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour protéger les civils, ce qui permettait en pratique de poser les conditions pour une intervention armée contre les forces loyales au régime de M. Kadhafi³¹. En l'espèce, New Delhi a éprouvé un réel malaise à voir que les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale d'un État pouvaient être aussi facilement battus en brèche par une coalition de

³⁰ Professeur Anouar Alam, entretien, New Delhi, août 2012.

³¹ La résolution a été adoptée avec un vote favorable de dix États (France, Liban, Royaume-Uni, États-Unis, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Portugal, Nigeria, Afrique du Sud et Gabon) et cinq abstentions (Brésil, Chine, Allemagne, Inde et Russie).

quelques États (France, Royaume-Uni, États-Unis et Italie) déterminés à intervenir dans un conflit civil et à faire tomber le régime en place.

Pourtant, après la chute du régime de M. Kadhafi, le 23 août 2011, l'Inde a rapidement ajusté sa position et a reconnu une situation de fait accompli. Elle s'est ainsi vite ralliée aux initiatives de la France et du Royaume-Uni, après s'être distanciée de ces deux États qui avaient été les fers de lance de l'intervention armée en Libye. New Delhi a notamment envoyé son secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, E. Ahmed, à la Conférence internationale de soutien à la Nouvelle Libye qui s'est tenue à Paris le 1^{er} septembre 2011. Cette réunion, organisée à l'initiative du président français Nicolas Sarkozy et du Premier ministre britannique David Cameron, avait pour objectif de discuter du futur du pays avec le Conseil national de transition (CNT). En l'espèce, l'Inde a surtout cherché à défendre ses propres intérêts économiques et le ministre E. Ahmed n'a eu de cesse, à la conférence de Paris, de rappeler que les entreprises indiennes entendaient elles aussi contribuer à la reconstruction de la Libye. L'Inde a formellement reconnu le Conseil national de transition à l'automne 2011. Dans un geste d'amitié à l'égard des nouvelles autorités, elle a aussi annoncé l'envoi de médicaments et de produits de première nécessité pour un montant de 2 milliards de dollars.

Priorité à l'évacuation et à la protection des ressortissants indiens

La priorité du gouvernement indien pendant les deux premiers mois de la crise libyenne, en février et mars 2011, a été de procéder à l'évacuation des 18 000 ressortissants présents dans le pays. L'opération Safe Homecoming organisée par le gouvernement a permis de rapatrier près de 15 400 personnes en deux semaines, parfois dans des conditions difficiles. Pour ce faire, les autorités indiennes ont mobilisé la compagnie aérienne nationale, Air India, et leur marine de guerre (trois navires ont été déployés, en plus de deux ferries sous-loués à l'Italie). Près de 2 000 ressortissants indiens, travaillant dans les secteurs universitaire ou hospitalier, ont néanmoins refusé de quitter le pays. En Égypte, le gouvernement a affrété trois vols spéciaux d'Air India pour permettre à quelque 600 expatriés indiens de quitter le pays. Ces opérations d'évacuation d'urgence expliquent en partie la pusillanimité de la diplomatie indienne durant les premiers mois des révolutions égyptienne et libyenne, la priorité de New Delhi étant alors de s'assurer la coopération des autorités encore en place, aussi contestées fussent-elles.

New Delhi a dans le même temps imposé une interdiction sur l'émigration de ses ressortissants vers la Libye à partir du 21 février 2011 en raison des troubles dans le pays. Mais prenant acte de la demande croissante de main-d'œuvre en Libye, l'interdiction a été partiellement levée en juin 2012. À la demande du ministère libyen de la Santé, New Delhi a autorisé l'émigration de personnel médical et paramédical vers ce pays³².

L'Égypte et la Libye sont les seuls pays où l'Inde a organisé une opération d'évacuation de ses ressortissants en 2011. Mais, par-delà ces deux États, New Delhi s'est fortement inquiété du sort des 5 à 6 millions d'expatriés indiens dans le Golfe, notamment lorsque les troubles ont gagné le Bahreïn et que les troupes rassemblées sous la coupe du Conseil de coopération du Golfe sont entrées dans le royaume pour sauver le règne de la famille Al-Khalifa. Face à cette crise autrement plus menaçante pour les intérêts indiens, New Delhi a multiplié les contacts avec les autorités bahreïnies et surtout saoudiennes pour gagner leur bienveillance et s'assurer qu'elles prendraient soin des quelque 200 000 ressortissants indiens présents dans le petit royaume si la situation devait empirer.

Se positionner au mieux de ses intérêts auprès des nouveaux régimes au Maghreb

Multiplication des gestes d'amitié à l'égard du nouveau régime égyptien

La diplomatie indienne surveille de près l'évolution interne de l'Égypte, car elle sait que ce pays pourrait vouloir reprendre une place de premier rang dans le monde arabe et, plus encore, qu'il pourrait redevenir le foyer de diffusion d'un discours dominant sur l'Islam³³. Pour le reste, ce qui prévaut dans l'attitude indienne, c'est la volonté de préserver la relation avec l'Égypte : les deux États ont d'ailleurs échangé plus d'une dizaine de visites de niveau ministériel³⁴ depuis 2011. Dès le mois de mai 2011, le ministre indien des Affaires étrangères, S. M. Krishna, a organisé une rencontre bilatérale avec son homologue égyptien, Nabil

³² Press Information Bureau, *Partial Lifting of Ban on Emigration to Libya*, New Delhi, 15 juin 2012.

³³ Ambassadeur Rajiv Sikri, professeur Anouar Alam, entretiens, New Delhi, août 2012.

³⁴ Ambassade de l'Inde au Caire, *India-Egypt Relations*, juillet 2012, disponible sur : <<http://www.indembcairo.com>>.

al-Arabi, au cours de laquelle il a souligné que l'Inde souhaitait pleinement soutenir la reconstruction de l'Égypte³⁵.

La première visite indienne de haut niveau depuis la fin de l'ère Moubarak s'est tenue en mars 2012, avec la venue au Caire du ministre des Affaires étrangères, S. M. Krishna. À cette occasion, le chef de la diplomatie indienne a rencontré les personnalités les plus importantes du moment, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition : Mohammed Morsi, alors président du Parti pour la paix et la justice, issu des Frères musulmans³⁶, le général Mohamed Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, et le Premier ministre Kamal el-Ganzoury. Il s'est aussi entretenu avec le Dr Nabil el-Arabi, le secrétaire général de la Ligue arabe. Quelques mois plus tard, fin août 2012, le Premier ministre Singh a eu un bref tête-à-tête avec Mohammed Morsi, entre-temps devenu président de la République égyptienne, en marge du Sommet des non-alignés de Téhéran. Dans un domaine différent, mais relevant aussi d'une claire politique d'amitié, une flottille de la marine de guerre indienne a fait escale à Alexandrie et s'est entraînée avec des bâtiments homologues égyptiens³⁷ en juillet 2012. Trois mois auparavant, en mars 2012, une autre flottille indienne avait fait escale au port de Safaga, alors qu'elle croisait vers l'Arabie Saoudite.

Autrement dit, le gouvernement indien a multiplié les gestes d'amitié à destination du nouveau régime égyptien. La montée en puissance des Frères musulmans et la victoire de Mohamed Morsi aux élections présidentielles du printemps 2012 n'ont pas semblé poser de difficultés particulières à New Delhi, du moins avant que les nouveaux troubles n'éclatent fin 2012. De façon générale, les experts et dirigeants indiens estimaient en 2011-2012 que l'arrivée au pouvoir de partis islamistes dans les pays qui avaient connu des changements de régime ne devait pas être vue comme un développement préoccupant, dans la mesure où ces formations politiques étaient portées au gouvernement dans un cadre constitutionnel démocratique. Beaucoup s'attendaient néanmoins à ce que les processus de transition démocratique dans ces États postrévolutionnaires s'avèrent chaotiques et incertains.

Concernant l'Égypte, l'Inde a estimé qu'elle avait tout intérêt à cultiver ses liens privilégiés avec un pays traditionnellement proche,

³⁵ « India Pledges Full Support for Egypt's Reconstruction », *Africa Quarterly*, mai-juillet 2011.

³⁶ Atul Aneja, « India-Egypt Pledge to Build Afresh », *The Hindu*, 5 mars 2012.

³⁷ « India, Egypt to Carry out Naval Exercises », *Press Trust of India*, 3 juillet 2012.

qui pourrait par ailleurs reprendre une place centrale dans le monde arabe. De surcroît, New Delhi a bien noté que la première visite du président Morsi hors du Moyen-Orient s'était déroulée en Chine et qu'à cette occasion, Pékin avait promis de débloquer une ligne de crédit de 200 millions de dollars en faveur de l'Égypte. En d'autres termes, à l'heure où le nouveau régime égyptien déterminait ses grandes orientations de politique étrangère, l'Inde a jugé qu'il était capital pour elle de se positionner le plus favorablement possible³⁸.

Dans cette perspective, l'Inde s'est positionnée sur une niche spécifique dans l'aide à la reconstruction : celle de l'expertise électorale. De fait, si les dirigeants indiens se sont montrés discrets dans leur soutien aux mouvements populaires prodémocratiques, ils ont su par la suite adroitement faire valoir leur expérience en matière d'organisation d'élections. Dès avril 2011, le chef de la Commission électorale indienne, le Dr S. Y. Qureshi, s'est rendu en Égypte avec plusieurs de ses experts, pour présenter le savoir-faire indien en la matière³⁹. Des équipes égyptiennes sont ensuite venues recevoir une formation à Delhi. Une équipe indienne de la Commission électorale indienne s'est de nouveau rendue en Égypte, en qualité d'observatrice des scrutins présidentiels organisés en mai 2012. Les deux États ont finalement signé en septembre 2012 un accord-cadre pour la coopération en matière d'expertise électorale. Cet accord prévoit notamment que la Commission électorale indienne assure une formation pour les fonctionnaires égyptiens et qu'elle les introduise à l'utilisation des machines de vote électronique. L'Inde a pris les mêmes initiatives à l'égard du nouveau régime libyen. Elle a invité, fin novembre 2012, une délégation de la nouvelle commission électorale libyenne à un partage d'expertise et a signé à l'issue de la visite un accord-cadre pour la coopération en matière électorale qui inclura des sessions de formation.

Défendre les intérêts économiques indiens sur les marchés égyptien et libyen

Se positionner le plus favorablement possible auprès des nouveaux régimes libyen et égyptien implique aussi et surtout de défendre les intérêts économiques indiens dans ces pays. Dans cette perspective, la puissante chambre patronale Confederation of Indian Industries (CII) a organisé une visite en Libye et en Égypte pour une quinzaine de grands

³⁸ Manish Chand, « India Wakes up to New Egypt, to Invite Morsi », *IANS/Daily News*, 23 septembre 2012.

³⁹ Ministry of External Affairs, *Annual Report 2011-2012*, New Delhi, External Publicity Division, 2012.

chefs d'entreprises indiens du 30 octobre au 6 novembre 2012. L'objectif de la CII était, en l'occurrence, clairement affiché : « L'industrie indienne devrait réagir vite pour explorer les possibilités d'affaires dans la région au moment où les pays se stabilisent après une période de soulèvements politiques⁴⁰. » Pour sa partie libyenne, la visite était conduite par Atul Punj, qui est à la tête du conglomérat Punj Lloyd, très implanté dans la région ; le volet égyptien était, lui, axé sur les technologies de l'information, ainsi que les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, et a abouti à la création d'un Forum d'affaires indien dans le pays (India Business Forum). La mise en place de ce forum, qui se définit comme la « voix de l'industrie indienne en Égypte », montre que les milieux d'affaires indiens sont bien décidés à défendre leurs intérêts en Égypte⁴¹.

Il faut néanmoins noter que les intérêts économiques indiens ont connu des destinées sensiblement différentes en Égypte et en Libye. Dans l'ensemble, les entreprises indiennes sont restées très actives en Égypte. Dans un souci appuyé de diplomatie publique, New Delhi rappelle qu'aucune entreprise indienne n'a quitté le pays malgré les troubles qu'il a connus. Plus encore, cinq entreprises indiennes ont lancé de nouveaux sites de production en Égypte au cours de l'année 2011, dans les secteurs pétrochimique, pharmaceutique, de la confection et de la formation⁴². Symbolique de la confiance des investisseurs indiens dans le potentiel du marché égyptien, le groupe Ranbaxy a lancé en juillet 2012 la construction d'une nouvelle usine en présence du ministre égyptien de la Santé, le Dr Fouad el-Nawawi⁴³. Ranbaxy, qui est implanté en Égypte depuis 1996, n'a cessé d'accroître sa présence sur le marché des médicaments de ce pays. L'usine devrait fabriquer 50 millions de comprimés par an pour des traitements cardiovasculaire, neurologique et gastro-intestinal. C'est la quatrième unité de production de Ranbaxy sur le continent africain (les trois autres se situant au Nigeria et en Afrique du Sud, ainsi qu'au Maroc comme on l'a vu précédemment).

⁴⁰ Confederation of Indian Industry (CII), *CII Business Delegations to Libya & Egypt: 27 October-2 November 2012*, disponible sur : <<http://www.cii.in/>>.

⁴¹ Ambassade de l'Inde au Caire, « Indian Business Forum Launched in Egypt », communiqué de presse, 6 novembre 2012.

⁴² Ambassade de l'Inde au Caire, *Ambassador of India in Cairo Calls on H. E. Dr. Hisham Qandil, Prime Minister of Egypt*, communiqué de presse, n° 34, 24 septembre 2012.

⁴³ Ambassade de l'Inde au Caire, *Egyptian Minister of Health and Ambassador of India Laid down the Foundation Stone of Ranbaxy-Egypt Plant in Industrial Zone in 6th October city*, communiqué de presse, n° 30, 12 juillet 2012.

En dépit des troubles qui ont affecté l'Égypte au cours des derniers mois, le commerce indo-égyptien a fortement crû. Il est en effet passé de 3,3 milliards de dollars en 2010-2011 à 5,4 milliards en 2011-2012, avec une progression des importations indiennes⁴⁴ de 122 %. De même, le flux de touristes indiens ne s'est pas amoindri sous l'effet des événements de la révolution égyptienne : plus de 110 000 Indiens se sont rendus en Égypte⁴⁵ en 2011.

À l'inverse, les entreprises indiennes ont subi des pertes considérables en Libye. Alors qu'elles détenaient des contrats très fructueux, elles ont dû abandonner tous leurs projets en cours en 2011. À titre d'exemple, le conglomérat indien Punj Llyod, qui conduisait dans ce pays plusieurs projets de travaux publics pour un montant total de 1,2 milliard de dollars, a dû suspendre la plupart de ses activités en 2011. Même s'il espère reprendre certains de ses projets, le conglomérat sait qu'il ne récupérera pas l'ensemble de ses contrats⁴⁶. Le groupe BHEL n'a, de son côté, encaissé que 800 millions de dollars pour un contrat initialement estimé à 1,8 milliard. Bien qu'ils essaient de se repositionner au mieux dans le contexte post-Kadhafi, les grands groupes indiens du BTP mesurent bien l'importance de leur perte et craignent de ne pas retrouver la place de choix qui leur était réservée par l'ancien régime libyen. Les liens commerciaux ont fortement chuté : évalués à 1,1 milliard de dollars en 2010-2011, ils sont tombés à 99 millions en 2011-2012. Les importations indiennes ont en effet enregistré un net recul de 96 % par rapport à l'année précédente⁴⁷.

⁴⁴ Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, *op. cit.*

⁴⁵ Ambassade de l'Inde au Caire, communiqué de presse, n° 34, *op. cit.*

⁴⁶ Karthikeyan Sundaram, « Libya Peace to Help Punj Revive 17% of Orders: Corporate India », *Bloomberg*, 28 juin 2012.

⁴⁷ Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Export-Import Data Bank*, *op. cit.*

Conclusion

En comparaison de la prééminence des pays du Golfe, le Maghreb apparaît comme une région encore un peu lointaine dans l'horizon politico-économique indien. Mis à part l'Égypte, un partenaire traditionnel privilégié, dont l'Inde surveille de près l'évolution actuelle sur la scène arabe, les autres pays du Maghreb ne sont pas considérés comme des interlocuteurs prioritaires par New Delhi. Cela n'empêche pas les grands acteurs économiques indiens de s'intéresser aux marchés porteurs d'Afrique du Nord. La plupart du temps, l'implantation des grands groupes indiens en Afrique du Nord s'inscrit dans une démarche plus générale d'expansion tous azimuts à l'échelle internationale.

Les soulèvements populaires qui ont secoué le monde arabe en 2011 et 2012 ont mis les pays du Maghreb sur le devant de la scène diplomatique internationale. En tant que grande puissance en devenir, revendiquant un siège de membre permanent au CSNU et siégeant – à défaut – en tant que membre non permanent dans cette même enceinte pour les années 2011 et 2012, l'Inde s'est trouvée directement exposée à la gestion des situations de crise en Tunisie, en Libye et en Égypte (sans évoquer ici la Syrie, qui est un cas encore plus difficile). En l'espèce, il est frappant de constater que l'Inde s'est tenue très en retrait au plan diplomatique, en se retranchant derrière le « sacro-saint » principe de non-intervention dans les affaires intérieures des États. Si elle a cherché à minimiser son implication et sa prise de risque diplomatiques face aux « printemps arabes », l'Inde s'est en revanche rapidement repositionnée au mieux de ses intérêts économiques auprès des nouveaux régimes qui sont apparus dans la région, notamment en Égypte et en Libye.

L'Inde applique en somme au Maghreb une politique qu'elle a déjà testée dans de nombreux autres endroits du globe. Dominée par le pragmatisme et dénuée de considérations profondes sur la nature des régimes avec lesquels elle doit traiter, l'Inde a pour principale priorité de soutenir sa croissance économique, en s'assurant un accès aux matières premières et aux ressources en énergie partout où elles sont disponibles, tout en aidant ses entreprises à gagner des parts de marchés là où les perspectives de croissance restent encore positives.